

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
9 juin 1976
No 505

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

LIBAN

URSS-USA, BAS LES PATTES DEVANT LA RESISTANCE PALESTINIENNE !

Un pas de plus vient d'être franchi au Liban dans le complot et l'agression contre la Résistance palestinienne, contre l'unité des pays et des peuples arabes, contre l'intégrité du Liban. L'intervention syrienne au Liban, réalisée au nom du rétablissement de la paix dans le pays n'a eu pour résultat jusqu'à présent que de renforcer le déluge de bombes et roquettes contre les camps palestiniens notamment. Selon « la voix de la Palestine » en effet, de-

région. Le blocage par l'armée syrienne des vivres et munitions chinoises destinées à l'OLP et qui transitent par la Syrie, le déploiement de forces considérables et aujourd'hui l'attaque et le bombardement de camps palestiniens, tout indique une intention délibérée d'attaquer la Résistance palestinienne et plus particulièrement le Fatah et Yasser Arafat pour tenter de la soumettre ou de la contrôler. C'est pour contrer ces attaques que tout en se dé-

— la libération des prisonniers respectifs et la restitution des bureaux d'information.

— le retrait des forces syriennes jusqu'à El Bikaa.

— la constitution d'une commission syro-algéro-libyenne chargée de résoudre la crise libanaise.

Toujours selon l'agence palestinienne Wafa, lundi soir la Syrie n'a toujours pas accepté de ratifier ce protocole d'accord.

Une fois de plus la mobilisation de toutes les éner-

gies d'autre sinon les superpuissances USA et URSS, a intérêt à la prolongation d'un état de guerre permanent, à la division entre pays arabes, à l'affaiblissement de la Résistance palestinienne ?

Utiliser les uns contre les autres, vendre des stocks d'armes, diviser pour mieux régner voilà la politique des fauteurs de troubles, des véritables responsables de la guerre civile au Liban,

Car enfin, depuis des mois le Liban est en proie à la guerre civile et dans une situation matérielle catastrophique. Qui approvisionne en armes, en vivres, qui finance ? Bien évidemment ceux qui ont intérêt à diviser le Liban, à opposer les pays arabes entre eux, ceux qui ont intérêt à contraindre la Résistance palestinienne d'accepter la conférence de Genève et la reconnaissance d'Israël !

L'URSS depuis le début vend des armes aux phalangistes libanais par l'intermédiaire de la Bulgarie, pour ne pas avoir tous ses œufs dans le même panier, elle a soutenu le camp de Kamal

(Suite p. 2)

Villejean (Rennes)

ORGANISER LES CHOMEURS c'est nécessaire !

Etre chômeur on pourrait croire que cela pousse automatiquement à la révolte. Ce n'est pas le cas la plupart du temps. Etre chômeur cela signifie le plus souvent être coupé de ses ex-camarades de travail, supporter seul avec sa famille les menaces de saisies, d'expulsions ; c'est l'angoisse de la nourriture qu'il faut trouver chaque jour avec un revenu dérisoire. Pour les mères célibataires ou les familles sans autres revenus c'est tout simplement la misère dont on ne sait pas comment sortir, la honte d'en parler aux voisins, aux commerçants. Etre chômeur cela peut conduire ainsi au désespoir, à la résignation, à accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix pour en sortir favorisant ainsi la division de la classe ouvrière entretenue et voulue par la bourgeoisie. C'est pourquoi l'organisation des chômeurs pour lutter contre leurs conditions de vie et aux côtés des travailleurs en activité est indispensable. Après nos articles sur le comité de la cité Bas-sens à Marseille voici une expérience d'organisation des chômeurs à Rennes.

Dans le quartier Villejean, un Comité de lutte contre le chômage s'est créé il y a maintenant plus de trois mois. Son but : briser l'isolement des chômeurs, les regrouper et agir dans l'unité avec les travailleurs en activité pour la défense de l'emploi, pour le respect des droits des chômeurs et en imposer de nouveaux.

La CFDT et la CGT locales ont été contactées. Les représentants CGT locaux, hostiles à l'organisation spécifique des chômeurs ont répondu par les menaces, les pressions individuelles sur les adhérents du comité. Quant aux responsables CFDT ils sont restés évasifs. C'est donc seul que le comité a commencé son travail en tenant des permanences régulières, en

confectionnant des panneaux d'information, en organisant des manifestations pour obtenir le paiement régulier des diverses indemnités et la gratuité des transports. Les deux tâches essentielles étant :

1/ de faire connaître le comité pour qu'il puisse répondre aux besoins immédiats des chômeurs et empêcher une saisie, une coupure d'électricité ou imposer le paiement des indemnités en retard ;
2/ établir des liens solides avec les travailleurs en activité, en particulier dans les ASSEDIC, à l'Aide publique ou à l'ANPE parce que sans le soutien actif des employés de ces services nous ne pouvions pas obtenir gain de cause si facilement.

(Suite page 5)



La Résistance palestinienne dans un poste de Beyrouth attend l'agresseur syrien de pied ferme (photo « Palestine »).

puis lundi les troupes syriennes, après s'être massivement déployées au nord, au centre et au sud du Liban, ont entrepris une marche sur Beyrouth. Toujours selon la radio de l'OLP, la « voix de la Palestine », lundi soir des colonnes de blindés syriens tentaient d'envahir les villes de Saida (au sud de Beyrouth).

UNE AGRESSION CARACTÉRISÉE

Plusieurs missiles sol-sol soviétiques du type « Grad » auraient également été envoyés sur la ville de Sofar, le village de Bhamdoun et les camps palestiniens de la

fépandant sur le plan militaire l'OLP et Yasser Arafat ont tenté à plusieurs reprises, depuis l'entrée des troupes syriennes au Liban, de parvenir à un accord entre les différentes forces en présence. C'est ainsi que se tiendra mardi soir une réunion extraordinaire du conseil de la ligue sur la demande de Yasser Arafat soutenu par onze pays arabes afin de rechercher un règlement pacifique du conflit. De même, l'agence de l'OLP « Wafa » faisait état lundi d'un accord en 4 points entre Syriens et Palestiniens et qui selon El Fatah stipulait :

— l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu effectif à 18 heures lundi.

gies est nécessaire autour de la Résistance palestinienne pour faire échouer les projets de ceux qui rêvent d'un nouveau Septembre noir (attaques de l'armée jordanienne en 1970 contre les camps de la Résistance en Jordanie) au Liban cette fois.

LES VRAIS RESPONSABLES

Mais on ne saurait déjouer les complots et arrêter les bras assassins sans dénoncer et combattre ceux qui en sous-main ont déclenché la guerre civile au Liban, n'ont cessé de l'entretenir, de la ranimer chaque fois qu'un accord était en vue.

LES DIVISIONS GOUVERNEMENTALES PERCENT LES REMPARTS DE BREGANÇON

Du week-end Giscard-Chirac à Bregançon, la presse parlée avait surtout retenu la messe à laquelle devait assister le locataire de l'Élysée et sa petite famille, et la lame de fond qui devait expédier Anne-Aymone par-dessus bord pour un petit bain printannier.

Aujourd'hui les langues se délient. Les contradictions internes à la « majorité » présidentielle ont percé les remparts de Bregançon. Le débat sur les plus-values qui devait reprendre à l'Assemblée mardi après-midi semble être l'un des points de friction. Puisque ainsi que le souligne l'heb-

domadaire Valeurs actuelles du 7 juin : « Ce débat se traduit par un clivage au niveau parlementaire : d'un côté, la quasi totalité du groupe UDR, une fraction des Républicains indépendants, quelques réformateurs. De l'autre côté, la plus grande partie du groupe RI, les centristes, les radicaux... »

Pourtant bien plus intéressants et plus importants nous paraissent être les divergences de vue au sein de la « majorité » sur la question de la défense nationale.

(Suite page 3)

Document du PCI (M-L)

Ne pas diviser les masses sur le vote mais les unir sur leurs véritables intérêts

La dissolution anticipée de l'Assemblée et la consultation électorale du 20 juin représentent un des nombreux aspects de l'aiguïssement des contradictions où se débat l'ordre bourgeois en Italie.

Face à la grave crise politique, économique, sociale qui bouleverse le pays ; face au débordement des scandales, de la corruption, de la criminalité et de l'inflation galopante ; la bourgeoisie, après avoir expérimenté d'abord le centre-gauche, puis la démocratie chrétienne monolithique, se sert aujourd'hui de nouvelles élections pour ressouder ses clans déchirés, repasser un vernis « démocratique » sur son système d'exploitation et d'oppression, y compris avec quelque homme « nouveau », pour tromper encore les masses, détourner leur attention des problèmes concrets de leurs conditions de vie et les entraîner dans le jeu électoral, pour inspirer l'illusion du vote comme facteur déterminant l'avenir du pays.

L'INGÉRENCE DES SUPERPUISSANCES

Comme l'ont précisé récemment les documents de notre parti, en Italie l'instabilité du régime politique bourgeois s'accroît, il se crée une situation très complexe, pleine de dangers, caractérisée par l'aiguïssement du combat de classe entre prolétariat et capitalistes, par des luttes acharnées et des manœuvres entre les divers partis bourgeois et les puissances économiques qu'ils représentent, avec l'appui ouvert ou dissimulé des deux superpuissances en rivalité grandissante pour l'hégémonie et la répartition des sphères d'influence, ce qui entraîne un danger de guerre permanent. D'une part l'impérialisme US, pour garder sa domination sur notre pays, prépare des interventions y compris ouvertement réactionnaires et encourage des actions subversives employant les fascistes et avec l'appui des groupes capitalistes qui lui sont liés. D'autre part il y a l'action de l'URSS qui n'est plus l'Union soviétique de Stalingrad victorieuse du fascisme, mais celle, tombée dans les mains de la clique khrouchtvine, qui exprime une politique socialiste en paroles, impérialiste dans les faits.

Celle-ci cherche à pénétrer dans notre pays par des manœuvres tous azimuts et

compte surtout sur la participation du PCI au cercle gouvernemental, pour installer un régime qui, combinant le pouvoir des monopoles capitalistes avec celui de la bourgeoisie révisionniste, assure un ordre corporatif et paternaliste, c'est-à-dire antipopulaire et contre-révolutionnaire quant au fond, « progressiste » ou même « socialiste » dans sa présentation démagogique. Dès à présent, les manœuvres et intimidations que trament les sommets syndicaux pour étouffer la volonté de la base ouvrière dans les usines en sont, entre autres, des signes évidents.

FAIRE PAYER LA CRISE AUX TRAVAILLEURS

Tentatives de coup d'État pro-américain, pénétration sociale-impérialiste, processus de fascisation de l'État, provocations fascistes, manœuvres révisionnistes pour désorienter et désarmer les masses : tels sont les différents aspects de l'offensive réactionnaire dans notre pays.

La bourgeoisie cherche à faire payer toujours plus la crise de son système à la classe ouvrière et aux masses laborieuses, elle cherche à introduire et à faire accepter les pires formes d'exploitation et de répression antipopulaire, avec la complicité directe ou indirecte de tous ces partis qui se lancent maintenant dans la course électorale. Les nouvelles élections se déroulent au moment où le chômage s'étend, et où les salaires sont dévorés par l'inflation, la dévaluation et l'augmentation des prix, au profit des spéculateurs, des grands monopoles et de la haute finance. Profitant des élections, la bourgeoisie utilise ses partis et ses instruments de propagande pour créer l'illusion qu'on peut résoudre les problèmes des masses populaires en remplaçant un gouvernement par un autre dans le cadre de son système.

Au contraire, l'expérience démontre qu'en trente ans de régime parlementaire démocratique bourgeois, les problèmes des conditions de vie des masses populaires n'ont pas été résolus. Le Parlement a toujours servi à couvrir légalement tous les méfaits du pouvoir bourgeois dans l'exercice de sa dictature sur la classe ouvrière et les masses populaires : il a servi à faire passer les lois les plus répressives, comme la loi Reale, celles sur

les subventions d'État à l'industrie privée, sur le financement des partis y compris le parti néo-fasciste, le MSI-DN ; il a servi à escamoter les scandales et les plaintes embarrassantes, comme l'enquête sur la mafia, celle sur les caisses noires, l'autorisation des poursuites contre l'Almirante (le dirigeant du MSI — note du traducteur).

(à suivre)

USA-URSS

BAS LES PATTES DEVANT LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

(Suite de la p. 1)

Joumblatt et celui des putschistes de l'armée libanaise ; aujourd'hui les impérialistes de Moscou dans une déclaration officielle de l'agence Tass soutiennent l'intervention syrienne au Liban. Après avoir dépêché Kossyguine en personne à Damas la semaine dernière la clique de Brejnev déclare : « Des contingents insignifiants des forces armées syriennes sont entrés au Liban pour contribuer au rétablissement de l'ordre et à l'instauration d'un cessez-le-feu entre les groupes hostiles » !

Pendant que les pro-soviétiques de Joumblatt dénoncent l'intervention sy-

rienne, de tels propos démasquent le cynisme et la duplicité des sociaux-impérialistes qui sont prêts à jouer plusieurs cartes au Liban pourvu que les hostilités continuent et qu'ils puissent consolider leur influence... Pour tirer les marrons du feu les deux superpuissances provoquent sans cesse des affrontements entre pays du tiers monde et intensifient leurs propres préparatifs de guerre. Ainsi les flottes de guerre impérialistes renforcent leurs activités en Méditerranée ; la Grande-Bretagne vient d'envoyer des navires de guerre, 8 navires de guerre

soviétiques ont franchi le Bosphore pour renforcer une flotte permanente de 50 unités et selon des sources bien informées l'éventualité d'un envoi de troupes françaises n'est pas écarté. Soutenir la Résistance palestinienne et l'intérêt du tiers monde aujourd'hui, c'est combattre et dénoncer l'agression syrienne contre les camps palestinien et mobiliser les masses contre toute intervention impérialiste et en particulier celle des pires ennemis de tous les peuples du monde, les USA et l'URSS qui préparent activement une troisième guerre mondiale.

Les cubains en Angola (1)

CHAIR A CANON DE L'URSS

Fidel Castro vient d'annoncer le retrait de la moitié des troupes cubaines stationnées en Angola, tout en se réservant publiquement le droit de les utiliser à nouveau « n'importe où, en Amérique latine et dans le monde ».

Nous reproduisons ci-dessous un article de « Lucha por America latina », journal édité par les étudiants latino-américains résidant en Italie. Il éclaire le sens véritable de cet engagement prétendument « internationaliste », qui sert les seuls intérêts hégémonistes du social-impérialisme russe.

Sous le couvert d'« internationalisme prolétarien » plus de 10 500 Cubains ont débarqué et atterri en Angola à 16 000 km de chez eux dans les derniers jours de l'année dernière. Equipés et armés par l'Union soviétique, ils ont voulu transformer la Guyane en appui logistique pour leurs transports et violer plusieurs fois l'espace aérien du Venezuela.

QUI EST A L'ORIGINE DE LA GUERRE CIVILE ?

Que sont allés faire les 10 500 Cubains en Angola ? Selon Fidel Castro, ils sont allés « défendre l'Angola et l'Afrique... agressés par l'impérialisme américain et les racistes sud-africains ». Ce n'est pas vrai, car en réalité l'intervention armée soviétique a précédé l'invasion sud-africaine. Déjà en janvier 1975, l'URSS avait envoyé plus de 100 conseillers militaires en Angola, et une grande quantité d'armes en mai de la même année. En juillet éclatait la guerre civile et en septembre un grand nombre de soldats cubains arrivaient à Caxito dans le nord de l'Angola. Entre le 25 septembre et le 23 octobre l'URSS envoyait 5 navires chargés d'armes et 2 400 mercenaires. Entre le 12 et le 18 octobre plus de 150 soldats furent transportés en Angola. Comment peut-on ignorer ces faits alors que l'Afrique du Sud a envahi l'Angola le 23 octobre 1975 ? Contre qui combat-

taient les Cubains avant l'arrivée des Sud-Africains ? Ils combattaient les Angolais et non les Sud-Africains avec lesquels ils ne se sont pas affrontés de manière frontale et qui d'autre part se sont déjà retirés de l'Angola, tandis que les Soviétiques et les Cubains l'occupent encore.

Mais mis à part ces précisions peut-être est-il vrai que le peuple angolais et les peuples africains sont incapables de se défendre seuls et ont besoin que d'autres

colonialisme portugais qui disposait d'une armée de plus de 160 000 hommes, profitait de l'aide massive en armement de l'impérialisme US, des autres pays impérialistes membres de l'OTAN, des racistes sud-africains et rhodésiens. Le peuple angolais sans faire appel ni aux troupes cubaines, ni à celles d'aucun autre pays, ont battu et contraint le Portugal à signer les accords d'Alvor.

LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DE CUBA

La raison fondamentale pour laquelle les Cubains sont allés en Angola se trouve dans le rapport de dépendance économique qui lie toujours plus Cuba à l'URSS. Cuba est passé de la condition de pays mono-producteur au service des USA à celui de pays mono-producteur au service de

d'hui l'asservissement économique de Cuba à l'URSS est vraiment complet et exclut dans un futur proche toute possibilité de développement autonome. L'entrée de Cuba dans le CAME en 1972 comme pays essentiellement agricole a ultérieurement aggravé sa dépendance vis-à-vis de l'URSS. Le rapport métropole-satellite qui existe entre l'URSS et Cuba est semblable et dans certains cas pire encore que celui existant entre les USA et les autres pays d'Amérique latine.

Cuba s'est donc transformé en une néo-colonie de l'URSS et comme telle, a perdu son indépendance politique et militaire.

SERVITEURS DES INTÉRÊTS HÉGÉMONISTES DE L'URSS

Voici pourquoi les Cubains sont allés en Angola :



L'Afrique a donné la preuve de sa capacité à lutter contre l'impérialisme : ci-dessus, des combattants de Guinée-Bissau en 1974 (Photo Chine-Nouvelle).

combattent à leur place ? Les peuples africains ont démontré à plusieurs reprises qu'ils sont en mesure de chasser les colonialistes de leur continent (Mozambique, Guinée-Bissau, Sao Tome, Principe, Cap Vert, etc.). De son côté le peuple angolais, en 14 ans de guerre de libération, a combattu, en comptant principalement sur ses propres forces, le

l'URSS foulant aux pieds l'esprit et la tradition révolutionnaires du peuple cubain. Mis à part la création d'une « industrie mixte » cubano-soviétique de transformation, l'économie de Cuba n'a subi aucun changement radical de cette condition coloniale, les bases d'une agriculture et d'une industrie indépendantes dans l'île n'ont pas été créées. Aujourd'hui

non par « internationalisme » ou pour « défendre » les Angolais, et non plus pour piller les ressources de ce pays, étant donné qu'ils n'ont pas les moyens de production capables de les transformer, mais c'est bien parce que leur présence entre dans les plans expansionnistes de l'URSS en Afrique et dans le monde.

(A suivre)

nouvelles intérieures

Marquet, l'assassin de Mohamed Diab, devant la cour d'appel

Responsable de l'assassinat du travailleur algérien Mohammed Diab, tué d'une rafale de pistolet mitrailleur dans un commissariat de Versailles, le sous-brigadier de police, Robert Marquet, comparaitra mercredi devant la onzième chambre de la cour d'appel de Paris.

En octobre 1975, le tribunal correctionnel de Versailles s'était déclaré incompétent, après avoir consacré trois jours pleins à l'examen de l'affaire. Pour justifier leur décision, les magistrats soulignaient qu'ils ne pouvaient juger le policier inculpé pour homicide involontaire, alors que ce dernier avait toujours soutenu avoir volontairement tiré sur M. Diab. Les attendus du jugement précisaient encore que les faits méritaient une classification criminelle leur permettant d'être soumis à un jury de cour d'assise. Le policier avait aussitôt décidé d'interjeter appel.

Seul l'état dépressif du sous-brigadier avait empêché le procès en appel le 13 avril dernier, mais un médecin-expert, commis par la cour, devait conclure que l'état de santé du policier semblait lié aux faits et que sa «comparution rapide était possible et même souhaitable».

L'assassinat de l'ouvrier algérien, le 29 novembre 1972, dans le commissariat de Noailles à Versailles, a toujours fait l'objet de deux versions fondamentalement contradictoires.

Pour le sous-brigadier Marquet, Mohammed Diab se trouvait ce soir-là dans un état de fureur proche de la démence. Alors que ses deux jeunes collègues venaient d'être mis hors de combat à coups de chaise, le policier se considérant en état de légitime défense avait tiré une rafale de pistolet mitrailleur sur son adversaire, plus jeune et plus robuste :

«Il tirait mon arme par la bretelle. Je n'avais pas sur moi mon pistolet réglementaire. J'ai eu peur. J'ai fait feu.» soutient toujours le policier aujourd'hui à la retraite.

Pour la famille de la victime dont la femme et la sœur ont partiellement assisté au drame, Mohammed Diab a été frappé et insulté par les policiers. «Malade des nerfs, il se rebellait lorsque le sous-brigadier a tiré volontairement sur lui à bonne distance» précisent-elles.

Les avocats de la famille Diab, Maitres Gisèle Halimi et Ben Abdallah, affirment que le racisme n'est pas étranger au comportement

du policier qui avait, par ailleurs, ce soir-là, près de 0,80 g d'alcool dans le sang.

Devant le tribunal correctionnel, deux commissaires de police — eux aussi en partie témoins des faits — avaient sérieusement ébranlé la version de la légitime défense en précisant qu'une fraction de seconde avant la rafale, Marquet et Diab ne se battaient pas au corps à corps.

La cour d'appel de Paris aura le choix entre deux solutions : confirmer le jugement d'incompétence prononcé à Versailles ou bien estimer que le policier a tiré involontairement et, dans ce cas, entrer en voie de condamnation.

Si les juges de la cour d'appel se déclarent à leur tour incompétents, le dossier sera alors transmis à la cour de cassation qui tranchera en dernier ressort et dira si le sous-brigadier Marquet doit être jugé par un tribunal correctionnel (autre que celui de Versailles) pour homicide involontaire ou s'il doit être renvoyé devant une cour d'assise pour homicide volontaire.

Sanguinetti : la main tendue aux révisionnistes

Dans une interview qu'il a accordée au quotidien italien «Paese Sera», Sanguinetti déclarait il y a quelques jours :

«S'il n'est pas débordé par les gauchistes, c'est le PCI qui pourra donner à l'Italie ce que le pays demande et dont il a besoin : la sécurité des citoyens, l'ordre, le sens de la collectivité.»

Il y ajoutait plus loin :

«(...) Quand le PCI sort de la conception étroite de la classe ouvrière et devient le parti de la population travailleuse, tout change, et c'est le PCI qui tend à exprimer l'intérêt général de la nation, qui ne coïncide pas avec la somme des intérêts particuliers.»

Ces déclarations, provenant d'un ancien ministre de Pompidou, ancien secrétaire général de l'UDR, et prenant fait et cause pour l'accession des révisionnistes italiens au pouvoir, éclairent d'une lumière crue les intentions d'une fraction de la bourgeoisie monopoliste française.

Ces propos de Sanguinetti montrent que pour lui le parti révisionniste italien est le seul parti qui soit en mesure de faire face à la crise que traverse le capitalisme, de s'opposer aux luttes ouvrières, de faire régner l'ordre capitaliste. C'est bien d'ailleurs là ce que les révisionnistes italiens promettent pour obtenir l'appui des monopoles capitalistes.

Sanguinetti devait encore déclarer :

«Que l'Italie ait un gouvernement avec les communistes, cela ne veut rien dire pour l'équilibre stratégique mondial.»

Il est vrai que ce monsieur se plaît à répéter que l'URSS ne constitue pas une menace... Comme nous ne pensons nullement que Sanguinetti soit un naïf il faut en conclure qu'il est un de ceux qui pour mieux préserver l'exploitation de l'homme par l'homme, le capitalisme, sont prêts à voir le social-impérialisme russe renforcer ses positions en Europe.

Ce que Sanguinetti dit aujourd'hui pour l'Italie, il pourrait bien le dire prochainement pour la France.

N'est-ce pas lui qui s'était signalé en s'affirmant partisan d'une CGT forte pour encadrer la classe ouvrière et même partisan de «l'unité syndicale» pour mieux museler les travailleurs ? C'est en ces termes qu'il s'exprimait : «Un syndicat unique serait infiniment plus efficace pour les salariés et moins dangereux pour la nation.»

C'est encore lui qui affirmait : «Aucun système moderne ne peut gouverner sans prendre en compte ce que la gauche et la droite ont de positif.»

Comme on le voit les appels de Marchais à ce qu'il appelle «l'union du peuple de France» ne sont pas sans fondements. Certains secteurs de la bourgeoisie monopoliste, certains politiciens de la 5e République, sont de plus en plus décidés à faire appel aux dirigeants révisionnistes pour préserver le capitalisme en crise. C'est là une des causes des remous qui agitent les partis gouvernementaux ces temps-ci.

Jeudi 10 juin

GREVE DES MAGISTRATS

L'appel à la grève nationale dans la magistrature le jeudi 10 juin a été lancé par le Syndicat de la magistrature pour que la justice s'applique à tous, que les magistrats soient libres et

que cesse la chasse aux «sorcières».

Ce mot d'ordre de grève est inhabituel, c'est la première grève organisée par un syndicat de magistrats. L'affaire Ceccaldi étant une af-

faire exceptionnelle s'inscrit dans un contexte général de reprise en main de la fonction publique, et d'atteintes de plus en plus graves aux libertés par la répression: L'Union des syndicats de magistrats estime anormale l'ouverture d'une procédure disciplinaire contre Étienne Ceccaldi et bon nombre de magistrats non-syndiqués seront dans l'action eux aussi, ils portent à cette affaire et à cette action tout l'intérêt de révolte devant les mesures répressives qui les frappent.

LES DIVISIONS GOUVERNEMENTALES PERCENT LES REMPARTS DE BREGANÇON

(Suite de la page 1)

A l'instar de l'article publié récemment dans la revue de *La Défense nationale* par le général Guy Méry, chef d'État-Major des armées, l'intervention de Giscard, devant les auditeurs de la 28e session de l'Institut des hautes études de la défense nationale, n'a pas fini de provoquer de sérieux remous y compris au sein même de la «majorité».

Des points de vue divergents s'affrontent dans les sphères gouvernementales sur les questions : d'où vient le danger principal ? et quel type de défense militaire lui opposer ? Dans le cadre de la rivalité des deux super-puissances qui voit se préciser chaque jour davantage les menaces d'agression sociale impérialiste contre l'Europe occidentale, ces divergences sont certainement de nature à scinder la «majorité» et à justifier les propos tenus lundi soir à Europe No 1 par l'ancien secrétaire général de l'UDR, Alexandre Sanguinetti selon lesquels «l'incompatibilité entre les gaullistes et une politique qui se veut centriste... devient évidente». Ici l'on parle de démission de Chirac, là d'élections anticipées. On avance même les dates : les 4 et 11 juillet prochains. Cela cadrerait bien en tout cas avec les souhaits formulés par Sanguinetti selon lesquels : «le seul moyen de sortir de l'impasse... c'est d'aller aux élections» législatives anticipées.

MEETING ORGANISÉ A L'APPEL D'ETUDIANTS SYRIENS

POUR LE SOUTIEN A LA RESISTANCE PALESTINIENNE CONTRE

L'INTERVENTION SYRIENNE AU LIBAN (avec le soutien des étudiants palestiniens en France).

JEUDI 10 JUIN 1976 A 20 h

Cité universitaire Bd Jourdan (Maison d'Italie)

Démenti de Ceccaldi

Le substitut Étienne Ceccaldi a tenu à démentir catégoriquement, lundi matin, les rumeurs selon lesquelles «des négociations secrètes seraient en cours dans le but d'obtenir sa nomination à Cusset (Allier)».

Le magistrat dans une déclaration à l'AFP a fait observer que «ces informations, dénuées de tout fondement», ont été publiées par un grand journal de la région Rhône-Alpes, et que «contrairement aux indications contenues dans cet article, aucune proposition ne lui a été faite, ni à titre personnel, ni par le canal de son organisation syndicale».

Il a rejeté, en l'état, l'idée d'un «marchandage quelconque», et fait remarquer que la «demande d'audience au garde des Sceaux formulée par le syndicat de la Magistrature est à ce jour restée sans réponse».

Enfin, il a estimé que «la propagation de ces fausses nouvelles, est une manœuvre destinée à démobiliser les magistrats à quelques jours de la mise en œuvre de l'ordre de grève lancé par le Syndicat de la magistrature».

Attentats

A QUI PROFITE LE CRIME ?

Deux nouveaux attentats ont été commis durant le week-end. L'un contre la synagogue de la rue de la Roquette à Paris. L'autre contre le palais de justice de St-Malo. L'un et l'autre ont été revendiqués par des individus se faisant appeler «Front révolutionnaire international».

Ces attentats s'ajoutent à la longue liste de ceux qui ont été commis, ces derniers temps et dont l'un a provoqué la mort de 4 personnes.

Une question se pose de toute évidence : à qui profitent ces actes ? Ils n'ont strictement rien à voir avec la violence révolutionnaire. Celle-ci repose sur la mobilisation des masses, elle est l'œuvre des masses qui s'opposent à la répression violente de la bourgeoisie.

Les attentats commis ces derniers temps sont des actes terroristes, étrangers à la mobilisation des masses et contraires aux intérêts de ces dernières.

Leur résultat le plus évident est de permettre l'orchestration d'une vaste campagne de propagande contre la «violence» pour la «sécurité» des Français au nom de laquelle le gouvernement renforce son arsenal répressif contre le peuple.

Ils permettent de créer les conditions psychologiques d'une répression massive contre les travailleurs et les révolutionnaires.

Qui se trouve derrière ces actes ? Un événement récent permet de le discerner.

Le 11 mai, l'ambassadeur de Bolivie en France était abattu en pleine rue. Aussitôt, la presse pourrie se déchainait après les «gauchistes». D'autant plus que l'attentat était revendiqué par un groupe s'intitulant «brigades internationales Che Guevara». Or on sait aujourd'hui que l'attentat a été commis par une organisation fasciste, dont le siège est en Espagne, composée de mercenaires de diverses nationalités et notamment de tueurs de l'ex-OAS. Elle agit à la commande pour le compte de services de renseignements de certains pays. Dans le cas présent il s'agissait de ceux de Bolivie. C'est elle également qui est responsable de l'attentat commis il y a plusieurs mois contre un membre de l'ambassade d'Espagne à Paris.

Certains de ses membres sont issus d'un groupe terroriste appelé «Paladin», dont le siège est également en Espagne, et avec laquelle le SAC entretient d'étroites relations.

Il y a quelques années des membres du SAC avaient d'ailleurs été les auteurs d'attentats, notamment contre le palais de justice de Besançon, pour, selon leurs propres dires, que les «gauchistes» en soient accusés.

A qui profite le crime ? La réponse semble assez claire.



Trefimétaux à Coueron (Loire-Atlantique)

MOBILISATION DE MASSE A ST-NAZAIRE LE 17 JUIN

Pendant la grève de Tréfimétaux (TMX) en mars 1975 à Coueron (Loire-Atlantique), les femmes des grévistes ont voulu s'entretenir avec le directeur. Celui-ci ayant refusé de les recevoir, une délégation de 12 femmes entre dans le bureau en expliquant leurs difficultés financières à cause des

bas salaires de TMX, elles expliquent aussi la grève de leurs maris.

Après une discussion de 2 heures avec le directeur, celui-ci porta plainte pour séquestration, aussitôt après cette entrevue forcée. Auparavant il avait offert des cigarettes aux femmes des grévistes!

Devant la combativité des travailleurs, les patrons et l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) font passer une circulaire en recommandant «la plus grande fermeté», en citant l'exemple de Coueron.

Les flics ont enquêté, visité et intimidé les femmes des grévistes qui sont 12 à être inculpées pour séquestration. Elles doivent comparaître devant la justice bourgeoise le 17 juin à St-Nazaire.

Leurs fautes : c'est d'avoir soutenu leurs maris grévistes et d'avoir démontré qu'elles étaient capables de se mobiliser et aussi de lutter.

DEUX CONCEPTIONS DE LA RIPOSTE

Devant cette répression, le syndicat CGT de TMX Coueron réagit. Mais bientôt la position impulsée par les militants révisionnistes du PCF se caractérise par des tentatives de récupérer l'action à des fins publicitaires pour renforcer leurs positions pour les prochaines élections et de diriger la lutte afin d'empêcher que se développe un courant de lutte de classe et une solidarité prolétarienne autour de cette action.

LES MANŒUVRES DU PCF SONT COMBATTUES

1) Le PCF a d'abord utilisé ses notables, sans aucu-

ne mobilisation de la base. Il a envoyé une lettre au syndicat CGT-TMX Coueron qui expliquait que leur conseiller général avait écrit au préfet de la Loire-Atlantique ainsi que Catherine Lagarde, responsable de l'Union des femmes françaises (organisation croupion tenue par les révisionnistes).

2) Sur Coueron, le PCF a organisé un meeting le 31 mars et sur l'affiche et les tracts appelant au meeting la première phrase était :

«12 femmes de Tréfimétaux coupables de vouloir mieux vivre, vont être jugées...», et puis en bas : «Que proposent les communistes après le 22e Congrès...»

Pendant ce meeting le cas des 12 femmes n'a servi que de prétexte et non pour une mobilisation des travailleurs. Par contre le reste ne fut qu'un étalage des propositions pour leur soi-disant «socialisme pour la France» !

Le PCF proposa une pétition qui serait remise aux députés de gauche qui la présenteraient aux commissions des libertés du Parlement. Si le principe de la pétition (comme moyen de popularisation) fut accepté par la base du syndicat, son utilisation fut repoussée. Le PCF veut en faire une action d'éclat au niveau national mais à leur sauce : interview dans «Antoinette», prise en charge par l'UFF, intervention dans leurs meetings, etc.

Ainsi tout le «soutien» du PCF est en fait de se servir des 12 inculpées pour développer leur propagande réactionnaire et non pour développer l'action. C'est ainsi qu'à Coueron, dans l'entreprise Carnaud Basse-Indre, ainsi qu'au CES, où les militants du PCF sont nombreux, aucune action n'a été entreprise, même pas la moindre petite action de soutien au syndicat CGT-TMX.

Devant les magouilles et ce sabotage, la base du syndicat et les délégués combattifs s'organisent peu à peu.

1) Les délégués essaient de faire participer le maximum de travailleurs dans les actions de popularisation.

2) La base a fait imposer la constitution d'un comité de soutien — sans aucune exclusive politique — contre l'avis des bonzes révisionnistes qui s'étaient déplacés en force pour imposer un comité de soutien composé exclusivement des forces de «gauche».

3) Le syndicat TMX de Coueron demande à toutes les sections syndicales de toutes les usines TMX de marquer leur solidarité et de montrer ainsi à la direction fédérale que les travailleurs de TMX n'acceptaient plus ces mesures réactionnaires.

4) Le syndicat de Coueron a lancé une mobilisation régionale et prépare une riposte de masse pour le 17 juin à St-Nazaire.

L'ambiance sera chaude, faisons leur confiance !



GREVES POUR DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE ET L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les travailleurs de l'usine Soledec de Haut-Pont Fontoy en Moselle sont en grève illimitée depuis le 31 mai. Soledec fait partie du groupe Marine-Firminy. La grève est reconductible toutes les 24 heures par l'assemblée générale des grévistes ; elle est suivie à 100 % par les employés et le personnel d'encadrement.

Un cahier de revendications avait été déposé le 20 mai. 4 revendications essentielles sont avancées : augmentation uniforme de 300 F pour tous, pas de salaires inférieurs à 2 000 F net par mois pour 40 heures, 500 F de prime de production fixe et garantie, embauche de personnel fixe.

Correspondant HR.

Depuis le 2 juin, tous les travailleurs et travailleuses des *Nouvelles Galeries CAP-3 000 à St-Laurent-du-Var* (Alpes-Maritimes) sont en grève pour obtenir 200 F d'augmentation pour tous, augmentation de la prime de vacances, la 5e semaine de congés payés, la suppression de l'embauche à temps partiel ou sous contrat à durée déterminée.

Les travailleurs occupent le hall central du Centre commercial. Regroupés sur le podium, habituellement occupé pour des promotions publicitaires, les jeux radiophoniques et autres «abrutissoirs», ils chantent des chansons sur leur lutte et annoncent périodiquement au micro les nombreuses délégations d'entreprises qui viennent les soutenir. Les sections CFDT-CGT participent à la lutte, non sans manœuvres des responsables CGT, qui sont d'ailleurs balayées par la combativité de la base CFDT-CGT.

Correspondant HR.

Les 48 employés du *snack PLD de la gare de Marseille St-Charles* sont en grève illimitée à 100 % depuis une dizaine de jours pour obtenir 2 000 F par mois et une amélioration des conditions de travail qui sont particulièrement dures (horaire continu, sans arrêt pour les repas).

Depuis dimanche le personnel occupe le snack par piquets tournants pour s'opposer aux manœuvres de la direction qui voudrait faire tourner le snack avec quelques cadres. Jeudi, le patron du PLD qui n'est autre que la famille Rothschild cherche à intimider les travailleurs en les traînant devant un tribunal pour occupation des locaux. Mais les travailleurs sont décidés à poursuivre leur lutte. Le soutien s'organise, les cheminots, les wagons-lits, les postiers ont manifesté leur solidarité. Le syndicat CFDT de l'hôtellerie a lancé un appel à la solidarité.

Correspondant HR.

LES LIP EN TOURNÉE DE POPULARISATION

Les travailleurs de Lip ont entrepris une vaste tournée de popularisation à travers la Franche-Comté, alors que leur préavis de licenciement est bientôt terminé.

L'écho en est grand car ce sont tous les travailleurs qui sont menacés par le chômage. Jeudi soir ils étaient sur la place de Dôle (Jura) pour expliquer leur lutte. Ce n'est pas le découragement qui s'abat sur eux, mais au contraire la solidarité populaire. A Dôle, où ils avaient mis de grands panneaux d'explication, le soutien de la population locale s'est concrétisé entre autres par l'achat d'auto-collants et de brochures.

Dimanche ils devaient se trouver à Dijon.

Correspondant HR.

COLMANT-CUVELIER, CE N'EST QU'UN DÉBUT !

L'usine métallurgique Colmant-Cuvelier-Dodge, spécialisée dans les organes de transmission, se trouve à Lomme dans la banlieue lilloise, et regroupe 70 ouvriers. Il n'y avait eu aucune lutte depuis un bon nombre d'années.

Le patron voulait augmenter les horaires de travail pour augmenter ses bénéfices, tout en laissant les ouvriers avec le même salaire, et sans leur demander leur avis.

De plus les délégués CGT du personnel demandaient alors :

- une revalorisation des salaires perdus lors de la diminution horaire de l'année précédente, c'est-à-dire 10 %.
- l'amélioration des conditions de travail.

Le patron a fait la sourde oreille à ces revendications.

Dès que nous l'avons appris, nous nous sommes réunis en assemblée générale, et avons voté à l'unanimité une grève de 24 heures reconductible. Après trois heures de discussion avec le patron, nous avons obtenu : l'amélioration des conditions de travail, et 5 % d'augmentation, seuil au-dessous duquel nous ne voulions pas reprendre le travail.

Bien sûr il manque 5 %, mais désormais, beaucoup de camarades ont compris la nécessité de lutter contre l'exploitation capitaliste et sont fermement décidés à aller plus loin la prochaine fois...

Un ouvrier de l'usine sympathisant de l'HR.

A l'ex-entreprise Cofal de Loches après 7 mois de lutte

VICTOIRE CONTRE LES LICENCIEMENTS

La tenacité des ouvrières de l'ex-société COFAL qui occupaient leur atelier depuis le 10 octobre, épaulées par l'Union interprofessionnelle CFDT et le comité de soutien, a été récompensée.

Les tractations entre le syndic, Me Barathon, et M. Gardel d'Amboise (le nouveau patron), ont été suivies de près par les militants CFDT de Loches, et grâce à de nombreuses interventions le tribunal de Commerce a pu avaliser les «propositions réciproques» lors de sa séance du 27 avril. Il s'agit d'une location-gérance de 10 mois avec promesse d'achat au terme de ce délai.

Après une âpre discussion au siège de l'ANPE, M. Gardel a proposé de réembaucher en priorité les ouvrières en lutte, de former et de parfaire la qualification ; de plus il reconnaît la section syndicale, il

souhaite également porter l'effectif à 20 ouvrières au terme du contrat. Avant, il y avait 19 personnes d'employées en comptant le directeur technique.

Bien qu'elles soient peu nombreuses, les ouvrières ont su déjouer tous les écueils tendus par le patronat et autres marchands d'espoir.

Les ouvrières de la COFAL ne désarment pas encore, car elles n'ont touché aucun des salaires ni des indemnités auxquels l'ex-PDG, Mme Raillon, avait été astreinte par le tribunal des référés. Redoutant certainement que la justice n'aille plus loin et la gêne pour se lancer dans une autre affaire, celle-ci a tenté de monnayer au rabais les décisions du tribunal (salaires dus diminués de 400 à 500 F, refus de verser les astreintes, rien au titre des congés payés). Leur action en justice continue.

MONTPELLIER

MILICE PRIVÉE ET SYNDICAT FASCISTE DANS LES HOPITAUX

A l'hôpital psychiatrique Font d'Aurelle, parce que les infirmiers refusent de jouer les flics avec les malades, la direction va embaucher une milice privée ; tandis qu'à l'hôpital St-Eloi, le syndicat fasciste CFT est en train de s'implanter.

Les directions trouvent sans doute que le défaitisme, largement répandu chez les travailleurs par les révisionnistes de la CGT et utilisé par FO, risque de ne plus suffire. En effet dans de nombreux hôpitaux, les travailleurs de la santé relèvent la tête. Si l'influence des révisionnistes est encore forte à Montpellier, nul doute que là aussi les travailleurs sauront déjouer leurs manœuvres et rejoindre le combat de tous les travailleurs. Les marxistes-léninistes de l'hôpital s'y emploieront.

Correspondant HR.





la France des luttes

24 MINEURS BLESSÉS
A LA FOSSE N° 4
DE LENS

Une quarantaine de mineurs étaient dans la cage d'ascenseur, vendredi soir à 21 h 45, pour descendre au fond, quand tout à coup, au «clichage» — où sont déchargées les berlines qui transportent le charbon — la cage s'est brutalement arrêtée. Les mineurs ont été projetés contre les parois. Vingt-quatre d'entre eux ont été blessés parmi lesquels trois atteints de fractures aux jambes. L'ascenseur qui, lui, remontait les ouvriers du poste de l'après-midi s'est immobilisé en même temps — les deux cages sont reliées l'une à l'autre —. Ses occupants ont pu se dégager d'eux-mêmes et rejoindre la surface par un autre puits. Les Houillères ont chargé des équipes spécialisées d'enquêter sur la cause de cet accident. L'hypothèse de la rupture d'un câble étant écartée, les recherches s'orientent vers les cliquets de sécurité dont l'examen permettra peut-être de découvrir la cause de ce blocage et en même temps... qui en porte la responsabilité première.

NOUVELLE ACTION
DES PAYSANS
AU PÉAGE
DE GALLARGUE

Le péage de Gallargue, entre Nîmes et Montpellier, risque de devenir le tombeau des importateurs et des trafiquants de vin, du style Ramel. Le 3 juin au soir à nouveau plusieurs dizaines de paysans ont contrôlé les camions pendant une heure et ils ont déversé sur la chaussée des produits venant d'Espagne : poivrons, abricots, pommes, poires, vin, conserves d'abricots.

Aix-en-Provence

PROCES DU MLAC

Six inculpées du MLAC ont été reconvoquées par le juge mercredi 2 juin à 14 heures. De nombreuses femmes — la grosse majorité des manifestants — étaient venues avec leurs enfants les soutenir. Des travailleuses de la Sescosem étaient là, ainsi que des ouvrières d'Euromarché et de SESCO où travaillent deux des inculpées.

D'emblée, les flics ont interdit d'entrer dans le palais, interdit de monter s'asseoir sur les marches extérieures, interdit de prendre des photos. Passant à la provocation ils s'en sont pris à un photographe et, l'embarquant dans un fourgon, l'ont emmené au poste, non sans que les manifestants tentent de le protéger.

Nous avons vu tout l'après-midi la sympathie et l'approbation de la grosse majorité des passants qui s'arrêtaient, nombreux, pour lire les 3 panneaux expliquant les objectifs du MLAC et la «méthode par aspiration».

Les 6 militantes du MLAC sont ressorties à 20 heures du

palais, après 6 heures d'entretien. Il semblerait que le procès n'ait pas lieu avant septembre, et qu'il y aurait peut-être une seconde expertise. La première étant manifestement fautive. Les inculpées ont fait remarquer au juge que l'une d'entre elles était enceinte et que le MLAC ne se contentait pas de faire des avortements, mais qu'il informait aussi largement sur la contraception et sur l'accouchement.

Rappelons que 5 des inculpées risquent 10 ans d'emprisonnement et plusieurs millions d'amende pour exercice illégal de la médecine et avortement d'une mineure. Mais ce procès n'est pas le procès de 6 militantes du MLAC, c'est le procès de tout le mouvement et de tous ceux et celles qui continueront de lutter pour que la loi Weil soit réellement appliquée dans tous les hôpitaux et dans de bonnes conditions, que cette loi soit étendue aux mineures, que l'avortement soit gratuit et remboursé par la Sécurité sociale.

Villejean (Rennes)

ORGANISER LES CHOMEURS
C'EST POSSIBLE, C'EST NECESSAIRE

(Suite de la page 1)

C'est pour réaliser cela que les Comités de chômeurs de Villejean et de la ZUP-Sud ont organisé le dimanche 23 mai une fête de la solidarité et de la lutte contre le chômage. C'est plus de 700 personnes dont beaucoup de familles ouvrières entières qui y ont participé.



Braderie de vêtements au bénéfice du comité de chômeurs (photo JCMLF Rennes).

Plusieurs militants de l'Association populaire familiale et même de militants de base du PCF sont venus apporter leur soutien, malgré les consignes de leurs dirigeants.

Cette fête qui a connu un grand succès pour le comité de chômeurs est une étape dans la lutte contre le chômage.

Pour les enfants et les parents : plusieurs stands tenus par des chômeurs où leurs

enfants proposaient des jeux divers. Dans la soirée un groupe de «sonneurs» bénévoles anima un fest-noz particulièrement réussi.

Les recettes de cette fête allaient au comité de soutien pour lui permettre de populariser la lutte des chômeurs. Une vente de vêtements permit d'aider les

travailleurs les plus défavorisés : beaucoup de familles populaires et de chômeurs se pressèrent autour des étalages de cette braderie de la solidarité.

Plusieurs sketches furent joués par deux femmes au chômage pour expliquer aux travailleurs présents leur situation.

On retrouvait des chômeurs, travailleurs actifs, tous unis contre le chômage, les licenciements, les marchands d'esclaves du travail intérimaire et la crise capitaliste.

Voilà pourquoi les chômeurs avaient invité les travailleurs de la Chaillotine à Corlay, de Laving-glass à Rennes, de Caron-Ozanne, de Réhault Fougères (qui n'ont pas pu venir).

Une lettre a été adressée au bureau de l'Union locale CFDT et à toutes les commissions et sections CFDT.

Pour échanger des expériences dans la lutte contre le chômage, vous pouvez contacter le Comité de chômeurs de Villejean, Association des résidents de Villejean, 25, rue du Nivernais — 35000 Rennes.

Les marxistes-léninistes du quartier Villejean

LETTRE AUX ORGANISATIONS
LOCALES CFDT

Chers camarades, Nous vous avions informés en décembre dernier que l'Association des résidents de Villejean prenait l'initiative après la tenue de son assemblée générale d'aider les chômeurs du quartier à se regrouper : pour briser leur isolement, poser leurs revendications propres, lutter contre le chômage, en liaison avec les travailleurs actifs.

Dans cet esprit, des contacts avaient été pris avec les organisations syndicales et vous nous aviez fait savoir à l'époque que cette initiative allant dans le sens de vos préoccupations, vous vous montreriez attentifs à ce travail.

Depuis lors, le comité de lutte contre le chômage à Villejean s'est peu à peu structuré et organisé...

La nécessité de regrouper les chômeurs au niveau du quartier s'explique aisément afin de développer autour d'eux un courant de solidarité populaire : vigilance face aux menaces d'expulsions, riposte aux saisies ou aux menaces de coupures EDF-GDF ; cette solidarité peut s'exprimer sous d'autres formes (consultations médicales gratuites obtenues auprès de 2 médecins en exercice dans le quartier par exemple).

C'est pourquoi la lutte pour les revendications immédiates des chômeurs constitue un élément important de la lutte contre le chômage lui-même. Ces revendications sont actuellement les suivantes :

— paiement immédiat et régulier des indemnités de chômage
— droit à un logement décent,

à la santé, à des conditions de vie correctes.

— exonération de tous impôts, etc.

C'est pourquoi nous repons le problème du soutien des organisations syndicales.

A plusieurs reprises déjà, le comité a fait l'expérience concrète de ce que les travailleurs ont à gagner en s'unissant, de ce qu'ils perdent si aucun lien n'existe entre leurs luttes respectives. Ainsi, lors des différentes manifestations qui nous ont conduits aux Assedic ou à la direction du Travail, nous avons pris soin d'informer les personnels que notre revendication «Paiement immédiat et régulier de nos indemnités» n'était pas dirigée contre eux, mais que bien au contraire leurs propres luttes contre la dégradation de leurs conditions de travail allait dans le même sens...

Nous souhaitons entrer en contact avec les sections syndicales (ANPE, Assedic en particulier) dont les travailleurs pourraient faire une information sur leurs actuelles conditions de travail par exemple.

Nous souhaitons que cette lettre permette de poser et de discuter le plus largement possible le problème de l'organisation des chômeurs, et renforcer les liens entre les travailleurs actifs, leurs organisations syndicales et les chômeurs dans les quartiers, tous luttant contre le même ennemi.

Recevez, chers camarades, nos salutations militantes.

Le comité de lutte contre le chômage de Villejean.

En Seine Saint-Denis
137 LICENCIEMENTS
D'INSTITUTEURS

En Seine-St-Denis, 137 instituteurs suppléants et remplaçants viennent d'être licenciés. Ils ont entre un et 4 ans d'exercice. Le SNI de Seine-St-Denis dirigé par «Unité action» (tendance PCF sur le département) a refusé d'appeler à la grève immédiate malgré le violent mécontentement de la base. Le SGEN-CFDT a déposé un préavis de grève et appelé à l'action contre les licenciements.

Le SNI vient, après un conseil syndical très houleux, de confirmer un mot d'ordre de grève-enterrément pour jeudi prochain. Les enseignants eux n'ont pas attendu, ils passent à l'action. Ils dénoncent les sabotages de la direction syndicale du SNI. A Aulnay, 150 maitres en grève vendredi dernier. Aux Lilas, l'école est en grève reconductible jusqu'à la réintégration de tous les licenciés ; toutes les écoles de la commune moins une seront en grève mardi, un forum est organisé à l'école maternelle Langevin des Lilas entre tous les enseignants grévistes de la commune et les parents. Des actions de parents sont aussi signalées : à Aulnay (voir article ci-dessous), à Bobigny où l'école est occupée ; à Romainville, où la grève des parents sur un groupe scolaire a été organisée.

Correspondant HR.

DES PARENTS
QUI RETOURNENT EN CLASSE

Samedi dans la matinée huit groupes scolaires d'Aulnay-sous-Bois, en Seine-St-Denis, étaient occupés par des parents d'élèves qui soutenaient ainsi la lutte des enseignants contre le licenciement de quatorze maitres-auxiliaires. 400 enfants risqueraient ainsi en effet de se retrouver sans maitres si l'administration persistait dans sa position de mettre fin au contrat de 14 auxiliaires. Les parents d'élèves, envisageaient de reprendre l'occupation des locaux mardi 8 juin.

Jacques Jurquat

LA RÉVOLUTION
NATIONALE ALGÉRIENNE
ET LE PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS

Tome 2

Editions du Centenaire

Disponible aux librairies :

Les Herbes sauvages 70 rue de Belleville 75020 Paris — La Force du Livre 33 rue R. Leynaud 69001 Lyon — Le Sel de la Terre 4 rue MI Foch 22000 St-Brieuc.

ou par correspondance à :

E-100 74 rue Philippe de Girard 75010 Paris.

Au prix de 45 F



Lettre sur la retraite

J'ai commencé à travailler dans le bâtiment en 1927. J'avais 14 ans. Depuis, je ne me suis jamais arrêté.

Maintenant pour pouvoir toucher la retraite, la Sécurité sociale me réclame tous mes certificats de travail, depuis 1930, et des relevés de salaire et d'intempéries même (jours où on ne travaille pas, à cause du mauvais temps) depuis 1947 !!

On ne s'imagine pas quel travail c'est pour réunir ces fichus naniers.

Dans le bâtiment, on fait de nombreuses places. Certains de mes patrons sont morts, d'autres ont fait faillite, d'autres ont changé de siège social. Autant de perdu pour moi.

Je dois me déplacer moi-même — trop peu confiant dans les entreprises pour une réponse rapide par courrier.

J'ai commencé mes démarches début mai, et n'aurai pas fini avant fin juin.

Pourtant les patrons ont cotisé pour moi depuis 1930, il doit y en avoir trace à la sécurité sociale !

En novembre je ne toucherai plus rien. Et il faudra attendre 6 à 8 mois avant de toucher la retraite !

Si vous croyez que j'ai des économies, alors que j'ai encore 8 enfants à charge ? Comment vivra ma famille pendant ces 6 à 8 mois ?

L'assistante sociale parle de nous délivrer des bons d'achat pour faire les courses. Mais j'aurai l'air de mendier mon pain.

J'ai pourtant assez trimé dans ma vie pour avoir droit à une retraite décente, tout de suite, il me semble !

Où sont les «simplifications» promises par Giscard ? Les mensonges de la bourgeoisie ne trompent pas les vieux travailleurs.

Un vieux travailleur de Sedan.

REUNION-DEBAT
le vendredi 11 juin 1976
à 20 h 30
salle communale
9, rue St-Saëns
résidence du Bois
des Roches
St-Michel-sur-Orge (91)
organisée par
le comité de St-Michel
et Ste-Geneviève-des-Bois
des Amitiés
franco-albanaises

- montage diapositives sur un voyage en Albanie ;
- film : «Ville nouvelle, hommes nouveaux» ;
- exposition de panneaux explicatifs sur le projet de nouvelle constitution ;
- débat ;
- préparation collective du voyage de cet été en Albanie.

L'ERDRE

De nos jours, depuis Nantes jusqu'à Nort, les rives de l'Erdre extraordinairement boisées et calmes pourraient être un endroit de repos et de détente pour les travailleurs de la région.

Seulement l'accès à ces lieux est devenu impossible, de nombreuses pancartes «défense d'entrer», «défense de débarquer», «chiens méchants», des barrières, des barbelés repoussent les promeneurs.

Les rives de l'Erdre sont accaparées par une poignée de privilégiés.

A La-Chapelle-sur-Erdre, le comte Horace de Savelli, ex-chef du réseau ouest de l'OAS, propriétaire de 500 ha, et le marquis de Semaizais, conseiller général et maire de cette commune, se partagent 80 % des terres sur les 10 km de rives qui séparent Nantes de Sucé. A ces grands bourgeois et nobles se joignent

tirer l'attention des autorités préfectorales et municipales.

Pour apaiser le mécontentement le pouvoir annonce le projet d'un vaste plan d'aménagement. Le C.A.B.E. refuse ce plan : «... hôtels, bases nautiques, club hippique, pour qui ? ... C'est du bluff, de la poudre aux yeux !»

Le comité ne demande rien d'autre qu'un sentier.

De toute façon, dans les faits, les autorités se moquent du mécontentement populaire et n'hésitent pas à se contredire elles-mêmes.

Elles bradent, à un directeur des grands magasins Leclerc à Nantes, l'île-Saint-Denis, couvrant 7 ha, destinée en principe à devenir un espace public. Par deux fois plusieurs centaines de manifestants envahissent cette zone.

En 75 le C.A.B.E. fait alors

que renforcer leur détermination à lutter — 1 500 personnes armées de faucilles, de pelles et de pioches ont «libéré» 4 km de rives.

En juin elles recommencent et gagnent encore 2 km.

Cette année, à l'occasion du 1er Mai, au cours d'un rallye-découverte le matin, du pique-nique et de la fête populaire l'après-midi, plus de 3 000 personnes sont venues apporter leur soutien à cette lutte dont le slogan est «l'Erdre pour tous». Ce samedi est l'occasion aussi de voir différentes réactions parmi les propriétaires visités : les uns préfèrent reculer leurs clôtures... Les autres n'hésitent pas à brandir le fusil...

La bataille est longue et acharnée.

La bourgeoisie, non contente de sucer le sang des travailleurs sur les lieux de travail, les empêche de profiter des rares lieux de repos.

pour tous

gnent les nouveaux seigneurs : avocats, médecins — au moins 40 médecins spécialistes à Sucé — pépiniéristes, PDG, et autres «gros légumes».

C'est pour réclamer alors le libre passage que se crée en 1969, le Comité d'accès des bords de l'Erdre (C.A.B.E.). Il regroupe des ouvriers, des paysans, des enseignants, des employés de bureau, des étudiants... Une quinzaine d'associations apporteront leur soutien à partir de 1972.

La bataille, commencée en 1970, dure encore.

La première année 1 000 personnes manifestent lors d'un pique-nique sur une propriété privée. La seconde année 1 500 personnes revendiquent le libre accès des bords de l'Erdre sur une autre propriété. En 71-72, des pancartes sont arrachées, des murs abattus, des barbelés coupés, des yachts repeints. Simultanément le C.A.B.E. informe les populations riveraines en projetant un film puis un montage audiovisuel. Des pétitions, des lettres et des demandes d'entrevues permettent d'at-

une découverte qu'il publie dans une brochure : il est prouvé que l'Erdre est classée rivière navigable et doit donc obligatoirement comporter sur chaque rive un passage public dit de «marchepied» large de 3,25 m.

De plus, il fait état d'une lettre adressée en 1953 par le ministère des Travaux publics au service de navigation de Nantes qui interdit d'enclore les rives de l'Erdre*.

Les propriétaires ont donc barré le passage public en violant leur propre légalité.

C'est le 27 avril 1975 que le comité lance une grande opération d'aménagement.

Une semaine auparavant 12 personnes, qui avaient participé à la lutte de la Vigne-Marou, avaient été emprisonnées, parmi elles se trouvaient des habitants de la Chapelle-sur-Erdre. Quelques jours plus tard 27 autres avaient été matraquées et arrêtées lors d'une manifestation de soutien aux emprisonnés. La répression policière qui s'abattait sur la région à ce moment ne réussit pas à intimider les manifestants des bords de l'Erdre, au contraire elle n'a fait

L'Erdre n'est qu'un exemple de cet accaparement systématique auquel se livre la bourgeoisie. Voir la Côte d'Azur, le Languedoc-Roussillon, la côte vendéenne et bretonne... où l'on installe des zones de tourisme de luxe, chasses gardées des riches et mise en place de soi-disant équipements de loisirs qui ne profitent qu'à une petite poignée de privilégiés mais condamnent l'existence des travailleurs locaux.

On vérifie d'autre part à travers ce problème de l'Erdre que la bourgeoisie n'hésite pas à bafouer ses propres lois pour posséder plus aux dépens des masses populaires.

C'est ensemble et dans l'action que les ouvriers, paysans et autres travailleurs des couches populaires l'empêcheront de faire des bords de l'Erdre l'une de ses chasses gardées.

Un membre du C.A.B.E.

*Le chef du service de navigation posséderait lui-même une propriété enclosée sur les bords de l'Erdre. Cela expliquerait sans doute que la lettre du ministère soit restée 22 ans au fond d'un tiroir...

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

PROLETARIAT

13

En récusant la dictature du prolétariat, le PCF jette le masque
Trois semaines de grève à la CEPEN-Orléans
CGAS, le PCF à l'œuvre
La Finlande mise sous tutelle

mai 1976
5 francs



revue théorique et politique, marxiste, léniniste et de la pensée-maoïstetoung

Vous pouvez vous le procurer par correspondance à :

E-100, 24 Rue Philippe de Girard - 75010 Paris.

Disponible à Paris aux librairies :

- Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville (20e)
- Plasma, 58 rue des Moines (17e)
- Cinéma 14 juillet, boulevard Beaumarchais (11e)
- FNAC, 136 rue de Rennes (6e)

Au Mans : Librairie la Taupe, 2 quai amiral Lalande

A Lyon : La Force du Livre, 33 rue René-Leynaud (1er)

A Nantes : Librairie 71, 29 rue Jean Jaurès

A Narbonne : Maison de la presse Tosi, 16-18, rue Jean Jaurès

A Nice : Le Temps des cerises, 50 boulevard de la Madeleine

leine



Pour la correspondance

avec le journal

téléphonez au : 607-23-75

LIVRAISONS

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	60 F
3 mois	95 F	180 F
6 mois	190 F	360 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.



Les éditions Vaillant du PCF «licencient» un dessinateur

J'ai travaillé dans une véritable entreprise capitaliste

Les «Editions de Vaillant» appartiennent au PCF. Elles éditent «Pif» et toutes sortes d'albums. J'ai travaillé comme dessinateur chez «Vaillant» pendant presque un an pour un magazine qui devait être lancé, «Bazar».

Faire de la bande dessinée est loin d'être aussi facile qu'on pourrait le croire ; on imagine une histoire, on la dessine — et cela prend énormément de temps — puis on court de journaux en journaux. C'est l'offre et la demande. Mais l'offre est très rare et les salaires

extrêmement bas, surtout si on n'est pas très connu. Personnellement, je n'ai jamais réussi à atteindre le niveau du SMIC.

Quand ma première histoire a été acceptée chez Vaillant, je suis venu — sur la promesse d'un boulot sûr — en France. J'étais complètement «désargenté», je quittais un travail relativement stable en Suisse mais c'était la première fois qu'on me proposait de m'intégrer à une équipe (ce qui veut dire avoir du travail assuré au moins une fois tous les deux ou trois mois !)

UNE BANDE D'AMIS... TRES PARTICULIERS

On m'a dit de considérer «que je faisais partie d'une bande d'amis et que si j'avais des idées, il ne fallait pas

que j'hésite à les dire !

Seulement, chez Vaillant, je n'ai jamais pu obtenir le moindre contrat de travail ou accord signé par lui !...

Si on se reporte au «Programme pour un gouverne-

ment démocratique d'union populaire», j'y vois page 98 :

«La reconnaissance de la fonction irremplaçable de la création artistique et littéraire a pour corollaire la nécessité pour la société d'assurer aux écrivains et aux artistes — créateurs et interprètes — le statut matériel et moral qu'exige leur activité.»

Voilà de belles paroles, mais en attendant, la réalité est tout autre à Vaillant !

Dans cette équipe nous devions fabriquer un nouveau journal : «Bazar». Comme Vaillant voyait qu'il y avait tout un marché inoccupé (les jeunes de 18 à 25 ans qui ne lisent pas «Charlie»), ces «communistes» du porte-monnaie ont donc jugé que ce qu'il fallait à ces jeunes travailleurs, c'était une revue du genre un peu gauchiste avec un peu d'érotisme, un peu d'humour international (d'ailleurs précisons qu'en guise d'internationalisme, le SEUL sujet tabou était... la Chine), et enfin un soupçon de «social».

Comme j'étais chargé du «social», on m'a tout de suite adjoint un scénariste pour écrire les histoires. Cette division du travail faisait que je devenais un simple exécutant et que je ne participais plus au contrôle politique.

Donc : pas de contrat d'embauche (comme dans n'importe quelle maison d'édition ailleurs !), pas de sécurité d'emploi (puisque je devais après chaque travail attendre un hypothétique scénario), enfin pas de travail d'équipe réel en dehors de leur paternalisme. Pour se faire payer il me fallait sans arrêt «pleurer» au téléphone. De plus, je n'ai pas pu me syndiquer à la CGT du Livre. Pour me syndiquer, il aurait fallu que je sois déclaré en tant que dessinateur pigiste politique alors que Vaillant me déclarait comme dessinateur humoristique : ça leur donnait le droit de me payer à un tarif plus bas !

Et je peux dire que travailler dans une boîte où les patrons contrôlent la seule presse qui y est lue («l'Humanité blanche») et contrôlent le seul syndicat représenté, c'est pas de la tarte !

Il suffit de regarder aussi certaines troupes théâtrales.

Est-ce que le Programme commun tient compte des travailleurs du spectacle qui se heurtent sans arrêt au SNETAS (syndicat du spectacle affilié au PCF) lorsqu'ils veulent partir en grève... (il ne faut surtout pas empêcher un spectacle, répète toujours le SNETAS).

POURQUOI «VAILLANT» EST-ELLE UNE ENTREPRISE PUREMENT CAPITALISTE

Pour la fabrication du nouveau journal «Bazar», il a été dépensé à ma connaissance au moins plusieurs dizaines de millions... et tout cela en pure perte puisque — après la sortie d'un numéro zéro, Bazar a été tout simplement supprimé !

Comme n'importe quel journal bourgeois, Vaillant a acheté à prix d'or du matériel à des dessinateurs connus, alors qu'il prenait pour rien les bandes dessinées de débutants. L'équipe achetait aussi systématiquement des revues espagnoles (il faut ce qu'il faut), italiennes, américaines et sud-américaines afin de s'en inspirer ! Les journaux de femmes nues étaient particulièrement prisés («Tu comprends, là ce n'est pas pareil, c'est artistique»).

Mais ça n'empêche pas Vaillant de critiquer les films pornos !

Maintenant que Bazar est supprimé, ces nouveaux bourgeois n'hésitent pas à lancer encore un nouveau journal : «Scoop», entièrement axé sur le nouveau héros des temps modernes : le grand reporter !

Vaillant, c'est une gestion capitaliste et une idéologie bourgeoise.

Pendant la période de fabrication de Bazar, comme certains dessinateurs essayaient de sortir des sentiers battus, un des dirigeants écrivait rageusement sur un tableau : «Les héros, c'est de l'art !»

Tout est résumé dans cette phrase : leur mentalité et le fric ! Encore une fois, on ne peut s'empêcher de jeter un coup d'œil au Programme commun. Dans «soustraire la culture à l'emprise des affaires» on lit en début de chapitre qui laisse rêver :

«La culture n'est ni une marchandise ni un luxe.»

Enfin je précise que le fin du fin en matière d'art pour un des dirigeants, c'est des photos en couleur de bouchons de radiateurs chromés (du temps où les capitalistes n'hésitaient pas à afficher leur richesse sur leur capot de bagnoles).

On comprend aisément après cela que les rapports de «Vaillant» avec les travailleurs soient les mêmes qu'avec les autres patrons. Le seul critère qui rend un travailleur du dessin intéressant pour eux, c'est sa popularité et donc combien d'argent il rapportera. Le seul critère qui rende un employé valable : c'est son efficacité et son «dévouement». Un travailleur qui ne rend plus ce qu'on attend de lui est impitoyablement jeté !

LA «LIBERTÉ» DE NE PAS PAYER LES TRAVAILLEURS

Quand le magazine «Bazar» qui devait être lancé a été supprimé, on m'a d'abord annoncé que j'étais «en vacances pour deux mois et que j'étais libre de chercher ailleurs» !... ce qui se comprend aisément de la part de ces ardents défenseurs de «la liberté». Quelques jours après, j'ai reçu une lettre (à en-tête du nouveau journal : Scoop, et signée d'une personne que je ne connais pas), m'informant que mon dernier travail ne me serait pas payé. Je n'avais soi-disant pas reçu le feu vert de l'équipe ! cho-

se que je ne peux démentir puisqu'on ne m'a jamais fait signer le moindre contrat ou accord.

Je réclame donc publiquement la dette que Vaillant me doit.

D'abord parce qu'aucun travailleur ne laissera jamais à son patron le salaire de deux mois de travail (10 à 15 heures par jour).

Deuxièmement, parce que cet argent que conserve Vaillant contribue (même si c'est dans une faible mesure) à alimenter l'œuvre bourgeoise du PCF. D'autant plus que tout le monde sait que ce sont les bénéfices de Vaillant qui comblent les énormes déficits de l'Humanité !

Enfin, je le réclame au PCF afin que les travailleurs ne soient plus trompés par les Marchais et compagnies et leurs belles promesses. Rien de tel que la réalité pour y voir clair !

J'adresse en même temps un appel aux travailleurs du domaine artistique pour qu'ils se contactent et qu'ils s'unissent dans le but de conquérir à leur boulot leurs droits les plus élémentaires. Pour qu'ils impulsent une ligne syndicale classe contre classe et créent des organisations de masse culturelles qui leur permettent de discuter et d'agir sur le domaine artistique en se mettant au service du peuple et de ses luttes. Enfin pour qu'ils dénoncent, partout où c'est possible, les actes des faux communistes dans leur profession.

Programmes TV

MERCREDI 9 JUIN 1976

TF-1

19 h 20, 20 h 00 et 22 h 50 : La bourgeoisie vous informe
20 h 30 Larguez les amarres. Une «dramatique» abrégée qui conte l'histoire d'un ex-employé de banque plongé dans une histoire de truand et de taule. Des personnages et des situations absurdes. Le jeu de Supritsch aussi pénible que d'habitude.

21 h 50 Médicale. Emission d'Igor Barrière. Reportage à la maternité de l'hôpital Antoine Béchère à Clamart. Informations intéressantes sur l'avortement et en particulier la méthode Karman (aspiration de l'œuf).

A-2

19 h 20, 20 h 00 et 23 h 00 : La bourgeoisie vous informe
20 h 30 L'homme de fer. Série américaine qui vante les exploits de flics US et dont les seuls héros sont des truands et des policiers «au bon cœur».
21 h 30 C'est-à-dire. Magazine d'actualités tourné en direct et dont les invités sont choisis au dernier moment (la semaine dernière c'était Ségué).

FR-3

19 h 20, 19 h 55 et 22 h 45 : La bourgeoisie vous informe
20 h 30 Que vienne la nuit. Film d'Otto Preminger (1967). L'auteur de «Exodus», film glorifiant l'entreprise impérialiste d'occupation de la Palestine par l'Etat d'Israël, a fait là un film où la peinture des conflits raciaux dans le sud des USA est taise et où on est sensé voir les reliefs du développement des grands domaines touristiques.

Bientôt
CHINA'S FOREIGN TRADE
revue trimestrielle de produits commerciaux
de la République populaire de Chine.
A partir du troisième trimestre 76, en édition anglaise et en édition française.



Un livre à lire «MA PLUME A USERVICE DU PROLETARIAT»

par l'écrivain chinois Haoran

Un livre qui concerne tous ceux qui s'intéressent de près aux questions artistiques et littéraires dans leurs principes et leurs méthodes de travail. Il concerne également tous ceux qui veulent mieux connaître ce qu'est l'idéologie prolétarienne en général et ce qui se passe en Chine populaire aujourd'hui en particulier.

12 F. Aux librairies : Les Herbes Sauvages, Le Sel de la Terre, La Force du Livre

«La Chine d'aujourd'hui»

Alfred Eibel éditeur

l'Humanité Rouge

document

Pour camoufler leurs difficultés

LES DIRIGEANTS CGT UTILISENT DEMAGOGIE ET MENSONGE

Un récent numéro de la «Vie ouvrière» (organe de la CGT) fait le compte-rendu du rapport présenté au dernier Comité confédéral national (CCN) de la CGT par René Buhl.

A travers ce rapport on constate sur plusieurs points que les couleurs ne s'avalent pas si facilement. En effet, les dirigeants révisionnistes font le forcing sur le recrutement et ils sont obligés de reconnaître que ça ne marche pas tellement. Aux élections de délégués, ils sont en perte de vitesse dans de nombreuses entreprises (Raymond Boutons, Kodak, Renault, Alsthom, Michelin). Ensuite ils se lamentent que leurs actions-bidons n'aboutissent pas. Ils ne peuvent donc qu'essayer de rassurer leurs troupes en accentuant encore leur démagogie.

Prétextant que le gouvernement et le patronat ne veulent pas négocier, le journaliste de la VO, Robert Telliez, affiche un certain scepticisme :

«On peut donc se poser des questions sur l'efficacité présente de l'action revendicative. Effectivement les travailleurs s'interrogent à ce sujet.»

Les travailleurs ont de quoi se poser des questions, ils en ont marre des actions sans lendemain qui sont une goutte d'eau dans la mer face aux licenciements, à la hausse des prix, à la répression systématique... Mais ce serait s'illusionner dangereusement que de croire que des bourgeois dits de «gauche» puissent organiser les travailleurs dans la lutte fondamentale contre le système capitaliste. L'action revendicative se place de plus en plus largement sur une juste position de classe et échappe de plus en plus à l'hégémonie des bonzes syndicaux qui, eux, veulent «le calme et la dignité» pour «négocier» des accords sur le dos des travailleurs. Voilà qui rend ces messieurs — fervents de la collaboration de classe aujourd'hui et du programme de la bourgeoisie de «gauche» — un tantinet déçus ! Les promesses, ça ne nourrit pas son homme !

La satisfaction des revendications, même si elle n'est que temporaire, ne s'obtient que par la lutte résolue ; si les travailleurs s'interrogent, c'est bien sur ce qu'il faut faire pour qu'échouent les sabotages des luttes fomentés par les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT. A l'heure actuelle, seul le parti marxiste-léniniste peut y apporter une réponse valable, car il est l'avant-garde organisée du prolétariat.

QUAND LES DIVISEURS PARLENT D'UNITÉ

La bourgeoisie au pouvoir cherche à diviser français et immigrés, ouvriers et paysans, etc. Ça tout le monde peut le voir. Aussi R. Buhl et les dirigeants révisionnistes cherchent à se présenter comme les champions de l'unité. La ligne de conduite définie par le CCN est la suivante :

«1) Faire apparaître partout et en toutes circonstances, par des initiatives appropriées, la CGT comme le porte-parole de l'unité.

«2) Par ailleurs dire ce que nous avons à dire. La pratique de l'unité d'action, la défense des intérêts des travailleurs exigent la franchise et la clarté dans les rapports entre organisations, sans sectarisme mais avec fermeté.

«3) Enfin élargir l'audience et développer l'activité propre de la CGT, moteur de l'unité d'action.»

Sur le 1er point, les travailleurs en lutte sont nombreux à voir que la réalité est exactement à l'opposé de ce qu'essaient de faire «apparaître» les bonzes. Il serait trop long de donner une liste des entreprises de division qu'ils orchestrent. Cependant prenons quelques faits : division systématique aux foyers Sonacotra ; refus de coordonner des luttes. Résultat : ça se fait en dehors d'eux et y compris avec des sections CGT, tout simplement parce que cela échappe à leur contrôle et en opposition avec la ligne politique qu'ils voudraient y imposer (le sacro-saint Programme commun) ; refus que ce soit les travailleurs eux-mêmes qui prennent en main leur lutte et décident des revendications et des actions à engager pour les faire aboutir, etc. Ces «messieurs»



ne conçoivent que «l'unité» au sommet et sous leur botte.

RÉVISIONNISTES : MENTEURS

Leur slogan, qui fut celui de leur 37e Congrès de 1969, «la CGT partout et pour tous», repris aujourd'hui dans la campagne pour les 3 millions d'adhérents, n'est qu'une vaste escroquerie : non, ils ne veulent pas servir les masses, mais s'en servir pour appuyer le programme politique du PCF.

Ces renégats prétendent «que tous les travailleurs, quels que soient leurs choix, politiques ou autres, se trouvent à l'aise dans la CGT» (citation du CCN) ! Ils sont effectivement «à l'aise» tous ceux qui se trouvent exclus antistatutairement parce qu'ils ne sont pas d'accord avec le pro-

gramme bourgeois que veulent leur imposer les dirigeants PCF à la tête de la CGT ! Et René Buhl de poursuivre : «Dans cet esprit, la CGT veut être la grande maison habitable pour tous où chacun occupe pleinement sa place, selon son travail et ses mérites, où chacun a vocation sans réserves pour toutes les responsabilités.»

En vérité place à tous les réactionnaires et contre-révolutionnaires de tous bords (élection oblige !), mais pas pour les marxistes-léninistes, et gare à ceux qui veulent se battre classe contre classe qui sont tout de suite traités de «gauchistes, aventuristes» et autres qualificatifs. Mais n'en déplaise à ces bourgeois, une opposition à leurs méthodes social-fascistes existe néanmoins, et c'est le rôle des marxistes-léninistes encore membres de la CGT d'impulser cette lutte avec tous ceux qui ne se contentent pas de parler autour du tapis

réellement la propagande. Les travailleurs comprennent et doivent comprendre de plus en plus (par nos efforts d'explication avec faits à l'appui, tel l'exemple du milliardaire Doumeng) que s'ils étaient au pouvoir ce serait toujours la dictature du grand capital, qu'elle serait même accentuée et serait du même type que celle existant dans les pays fascistes et révisionnistes (sous le diktat soviétique).

LA RÉCUPÉRATION

Il reste toutefois un point important qui permet encore aux révisionnistes de se maintenir en position c'est leur capacité de récupération. Comme tous les bourgeois ils bénéficient largement des organes officiels de propagande dont ils se servent pour ramener dans le «droit chemin» les brebis qui voudraient quitter la «grande maison».

Une autre question d'importance pour les travailleurs qui sont dégoûtés par leurs manœuvres et leur politique : où aller ? Car ils sont conscients que le syndicat est une arme indispensable pour mener la lutte de classe. En face la direction confédérale de la CFDT ne vaut pas mieux (en témoigne le rapport présenté par le bureau national lors de son 37e Congrès), elle recherche l'alliance au sommet avec les révisionnistes. C'est bien là un aspect des difficultés actuelles pour le développement du mouvement ouvrier et populaire. Dans cette situation, le travail principal c'est le travail politique du Parti communiste marxiste-léniniste, qui doit faire connaître sa ligne politique et organiser les éléments les plus conscients. Toutefois cela ne saurait être suffisant, il est donc nécessaire, en étant les plus actifs dans les luttes revendicatives, de faire comprendre — tant dans la CGT que dans la CFDT — la nécessité de la révolution prolétarienne, que le révisionnisme est un ENNEMI qu'il faut combattre. Entre autres, exiger le respect de la démocratie dans les syndicats et lors des mouvements de lutte (la démocratie prolétarienne), faire rejeter le Programme commun comme un programme bourgeois lié au social-impérialisme russe, impulser la coordination des luttes en cours...

Donc pour redonner confiance à la classe ouvrière et l'organiser, il faut être offensif contre le capitalisme.

Claude Lebrun - Ouvrier métallurgiste, exclu antistatutairement de la CGT.

